

N° DP 24/1044

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 10 000 EUROS A L'ASSOCIATION LES AMIS D'ESPIGOULE - 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Cinéma TPM du 12 novembre 2024, pour une subvention de fonctionnement de 10 000 €,

VU la convention, ci annexée,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'Association Les Amis d'Espigoule pour la réalisation d'un ciné-concert sur l'action des maquis provençaux en 1943-1944 (maquis Vallier) suivi de projections sur le territoire métropolitain,

CONSIDERANT l'intérêt historique du projet réalisé par un réalisateur reconnu et implanté sur le département,

CONSIDERANT qu'au-delà de sa valeur artistique, le projet participe au rayonnement culturel de notre territoire,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuel en tant que filière stratégique de son territoire et qu'elle souhaite développer et structurer sur le territoire,

CONSIDERANT que dans ce cadre, la Métropole souhaite apporter son soutien à l'Association qui concourt à l'animation du réseau local et à la promotion du territoire en tant que terre de tournages,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 10 000 € (dix-mille euros), à l'Association Les Amis d'Espigoule au titre de l'année 2024.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention, ci-jointe, et **DE SIGNER** cette convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération 16121, fonction 633, article 65748 du Budget principal.

La présente Décision sera

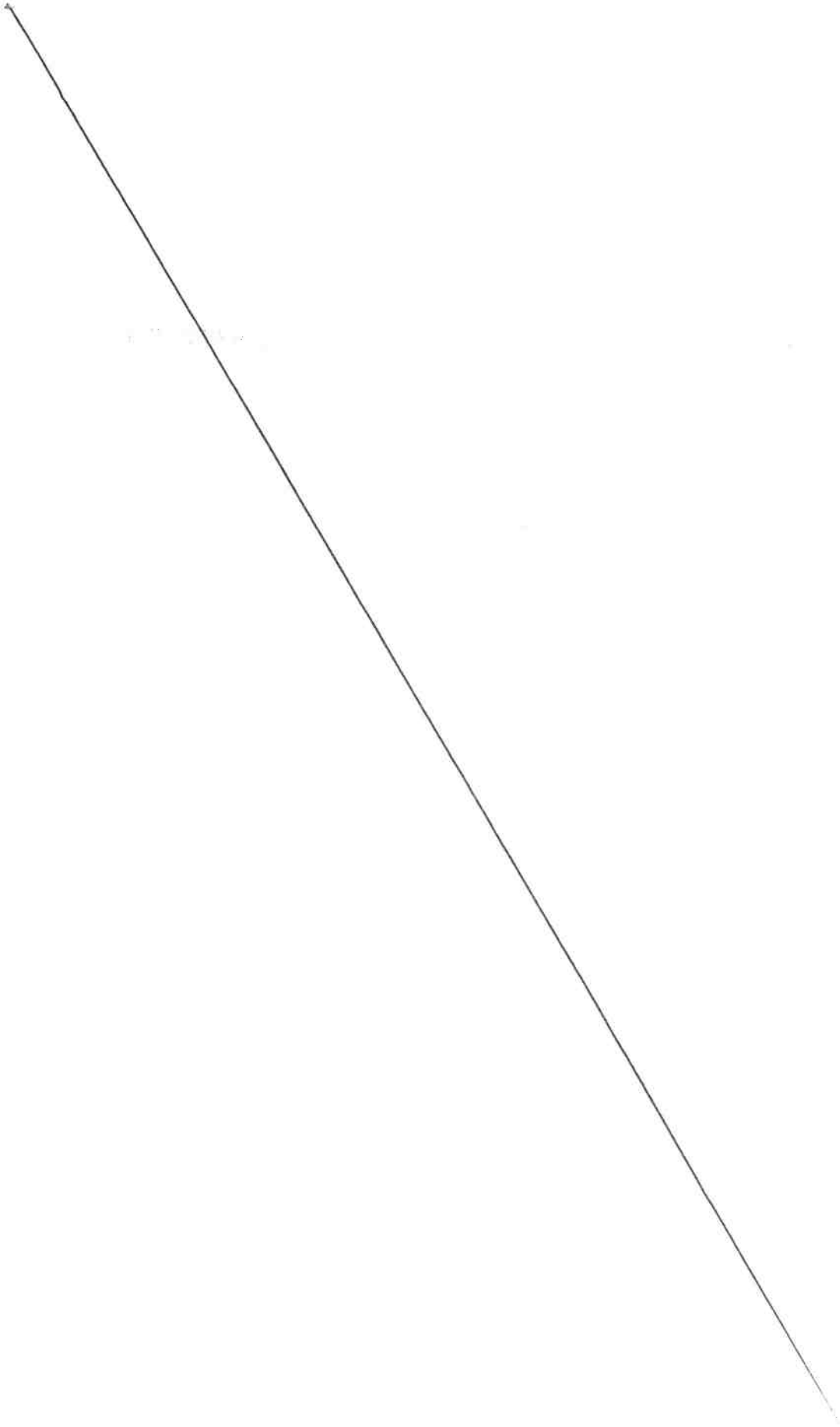
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 NOV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Convention annuelle d'objectifs 2024 entre l'Association Les Amis d'Espigoule et la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision n° DP 24/ du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association LES AMIS D'ESPIGOULE régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège : 1 bis Montée de l'Oratoire - 83560 Ginasservis, représentée par le responsable dûment mandaté, Monsieur Jean-Marc RAVERA, le Président habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés.

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Les Amis d'Espigoule est une association créée en 2019. Elle a pour objet de promouvoir, développer, sauvegarder et transmettre le patrimoine culturel et historique de la Provence, matériel ou immatériel, auprès de tous les publics :

- Par le développement, la réalisation et la production de projets culturels et artistiques, dans tous les domaines, en particulier audiovisuel et cinématographique.
- Par la diffusion de toutes les œuvres de ce patrimoine, sous toutes ses formes, sur tous les supports et par tous les moyens.
- Par l'organisation d'animations et d'événements divers, ponctuels ou pérennes, ainsi que la création de lieux dédiés.
- Par la collecte, l'archivage et la numérisation de ce patrimoine.

L'Association souhaite créer un ciné-concert (90min) sur l'action des maquis provençaux en 1943-1944 (maquis Vallier) et présentation dès août 2024 à l'occasion du 80^{ème} anniversaire du Débarquement de Provence.

12 représentations ont déjà été réalisées depuis le 10 août 2024 (dont 1 à La Valette-du-Var), environ 200 spectateurs par soirée. 3 autres prévues d'ici la fin de l'année (dont Hyères et Toulon).

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITTERANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'Association à hauteur de 10 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant est inscrit au Budget principal, opération N°16121, fonction 633, article 65748.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 10% du montant des dépenses subventionnables hors bénévolat et contribution volontaire, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole à la réalisation du programme 2024 proposé par l'association.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 10 000 euros sera versée à l'association dans sa totalité à compter de la signature et la notification de la présente convention.

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02).
- ✓ Un rapport annuel d'activités,
- ✓ Les comptes annuels de l'exercice, bilan, compte de résultats et annexes

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables. L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par :

- Son Président, si le montant annuel des *subventions publiques est inférieur ou égal à 75 000 euros*,
- Un expert-comptable, si le *montant annuel des subventions publiques est supérieur à 75 000 euros*),
- Un commissaire aux comptes, si le *montant annuel des subventions publiques est supérieur à 153 000 euros*

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : *Participants, retours presse et media, nouvelles demandes de programmation.*
- Qualitatifs : *Impact mémoriel et transmission auprès d'un large publics et notamment auprès des jeunes.*

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

A Toulon, le

Pour L'Association
Les Amis d'Espigoule

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président
Jean-Marc RAVERA

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet :

Création d'un ciné-concert (90min) sur l'action des maquis provençaux en 1943-1944 (maquis Vallier) et projection dès août 2024 à l'occasion du 80ème anniversaire du Débarquement de Provence.

9 représentations déjà réalisées entre le 10 et 26 août 2024 (dont 1 à La Valette-du-Var), environ 200 spectateurs par soirée. 3 autres prévues d'ici la fin de l'année (dont Hyères et Toulon).

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
100 000 €	10 000 €	80 000 €

a) Objectif(s) :

MAQUISARDS raconte l'épopée extraordinaire du maquis Vallier, le plus important maquis varois de la seconde guerre mondiale, dont les faits nous sont parvenus grâce au journal de bord de son chef Gleb Sivirine, alias le lieutenant Vallier.

Le concept du projet MAQUISARDS se déploie sur plusieurs années et s'inscrit dans le cadre du 80ème anniversaire du débarquement de Provence (août 2024) et de la fin de la 2ème guerre mondiale en Europe (mai 2025).

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs : *Participants, retours presse et media, nouvelles demandes de programmation.*
- Indicateurs qualitatifs : *Impact mémoriel et transmission auprès d'un large publics, et notamment auprès des jeunes.*

c) Public(s) visé(s) :

Si le ciné-spectacle s'adresse principalement aux varois, le long-métrage documentaire Maquisards va permettre d'exporter à travers le territoire national comme à l'étranger, le souvenir de ces événements et de cette page d'histoire retrouvée. Sa sortie est prévue pour le mois de mai, dans le cadre des commémorations du 80ème anniversaire de la fin de la 2ème guerre mondiale en Europe. Après sa sortie en salles, il pourra faire l'objet d'une diffusion dans les établissements scolaires de la région, accompagné en priorité par les jeunes ayant participé au projet.

d) Localisation :

Le ciné-spectacle (août 2024) est réservé aux communes varoises. Cf dossier listes des Villes et des communes.

TOURNÉE 2024 :

10 août • MONTFORT-SUR-ARGENS

13 août • TRIGANCE

14 août • COLLOBRIERES

17 août • CAVALAIRE-SUR-MER

18 août • SAINT-RAPHAËL

20 août • VARAGES

21 août • MONS

24 août • LA VALETTE DU VAR

26 août • AUPS

21 sept. • TOULON

25 oct. • HYÈRES LES PALMIERS

10 nov. • SAINT-MAXIMIN

e) Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :

Un auteur-metteur en scène de théâtre

Un auteur-réalisateur de cinéma

Une équipe de 8 acteurs : 2 professionnels et 6 jeunes des Missions Locales du Var

Un producteur et toute une équipe technique pour la réalisation du long-métrage

Une équipe de création théâtrale

Ainsi que la contribution de différents historiens

Les Moyens matériels nécessaires à la création et la diffusion d'une pièce de théâtre et d'un film (Ciné-spectacle)

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	<u>Montant</u>	PRODUITS	<u>Montant</u>
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	3 600 €	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	3 600	74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	8 000 €
61 - Services extérieurs	47 200 €	-GIP :Mission Libération	10 000 €
Locations	4 900	- Ministère des Armées	
Entretien et réparation		Région(s) : Sud	20 000 €
Assurance		-	
Documentation		Département(s) : VAR (83)	20 000 €
Production exécutive	42 300	-	
62 - Autres services extérieurs	41 346 €	Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (Création Théâtrale)	30 446	- TPM Toulon	10 000 €
Publicité, publication	500	- Provence Verdon et Lacs et gorges du Verdon LGV	12 000 €
Déplacements, missions	10400	Commune(s) :	
Services bancaires, autres		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante	7 854 €	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
Frais Généraux	7 854	Fondations Maginot – Carac – France Mualiste	20 000
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			

86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	100 000 €	TOTAL	100 000 €
La subvention de 10 000 € représente 10% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.			

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.



ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Jean-Marc RAVERA - Président

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

LES AMIS D'ESPIGOULE (Association loi de 1901)

1bis Montée de l'Oratoire - 83560 Ginasservis

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le 05/02/2024 à Ginasservis

Lu et approuvé, bon pour engagement, *"lu et approuvé, bon pour engagement"*

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Jean-Marc Ravera - Président

Signature

[Signature]

